



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

EDF

Question écrite n° 57694

## Texte de la question

M. Jean-Paul Dupré attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur la répartition de la hausse des tarifs d'EDF intervenue le 15 août 2009. Derrière les valeurs moyennes annoncées, on constate que les modifications apportées à la grille tarifaire aboutissent à faire grimper la facture pour 78 % des clients, principalement les petits consommateurs, et à la diminuer pour les 22 % restants, essentiellement les plus grosses installations. Ces pratiques sonnent le glas de la péréquation qui a jusqu'ici permis de modérer les prix pour les plus modestes et de financer les installations dans les secteurs les moins rentables. Il s'agit là non seulement d'une remise en cause frontale du service public, mais aussi d'un mauvais coup porté au pouvoir d'achat des ménages modestes. Il lui demande de s'expliquer sur les intentions du Gouvernement et si celui-ci entend s'engager à garantir la pérennité du service public de l'électricité.

## Texte de la réponse

Dans un contexte de relance des investissements dans le système électrique (investissements massifs dans les énergies renouvelables suite au Grenelle de l'environnement, investissements dans les réseaux de transport et de distribution, investissements de maintenance et de modernisation des centrales de production d'électricité), les tarifs réglementés de vente de l'électricité ont été revalorisés cet été de 1,9 % en moyenne pour les particuliers et, plus globalement en tenant compte des clients professionnels, de 2,3 % en moyenne. Le mouvement ainsi prévu permet d'assurer les investissements nécessaires tout en maintenant la compétitivité du prix de l'électricité consommée en France, au bénéfice des entreprises et des consommateurs particuliers, qui disposent en moyenne de prix de 15 % à 30 % moins élevés que les prix européens. Cette année, la révision des tarifs de vente de l'électricité s'est accompagnée d'un ajustement de leur structure, c'est-à-dire, pour chaque offre, d'un recalage entre la part fixe et la part variable, et d'un rééquilibrage entre les différentes offres tarifaires. Les tarifs réglementés sont des offres intégrées qui couvrent la production d'électricité, son acheminement par les réseaux de transport et de distribution et sa commercialisation (gestion, facturation,...). Ces tarifs réglementés doivent couvrir l'ensemble des coûts et favoriser la maîtrise de la consommation et les économies d'énergie. L'acheminement de l'électricité est financé par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE), que le fournisseur d'électricité verse aux gestionnaires du réseau. Suite à l'évolution du TURPE le 1er août dernier, sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), et avec l'évolution des coûts des différents moyens de production d'électricité, la structure des tarifs conduisait à des situations aberrantes où certains consommateurs avaient une facture d'électricité supérieure aux coûts générés tandis que pour d'autres, elle était très inférieure à ces coûts. Afin de garantir l'équité entre les consommateurs (qui suppose que chacun couvre mieux les coûts véritables qu'il génère), une harmonisation progressive et maîtrisée de la structure des tarifs a été engagée. Si les évolutions respectives de l'abonnement ou de la part variable peuvent ne pas être négligeables, l'analyse préalable a montré que pour chaque catégorie de consommateurs, les hausses globales seraient modérées. Ainsi une forte hausse de la part fixe est compensée par une baisse sensible de la part variable, et vice versa. Cette harmonisation a notamment été guidée par les objectifs du Grenelle de l'environnement en faveur de la maîtrise de la consommation d'énergie. À titre d'exemple, la baisse

du prix de l'abonnement de l'offre heures pleines/heures creuses incite le consommateur à souscrire de telles offres et ainsi à adapter sa consommation aux contraintes du système électrique limitant par là même le recours aux centrales les plus polluantes (au charbon ou au fioul) qui fonctionnent essentiellement en période de pointe de consommation. En ce qui concerne les ménages les plus modestes, le tarif de première nécessité, auquel deux millions de ménages sont désormais éligibles, permet de bénéficier d'un prix particulièrement avantageux pour la consommation d'électricité. En moyenne, les consommateurs bénéficiant de ce tarif voient une hausse plus modérée (+ 1,5 %) que la moyenne nationale (+ 1,9 %). La CRE note que la nouvelle structure tarifaire est plus cohérente car elle permet de corriger plus de 80 % des situations tarifaires aberrantes et permet de couvrir les coûts pour chaque grande catégorie de consommateurs. Cette évolution devrait se poursuivre au fur et à mesure des évolutions tarifaires pour corriger progressivement la totalité des situations aberrantes.

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Paul Dupré](#)

**Circonscription :** Aude (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 57694

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Économie, industrie et emploi

**Ministère attributaire :** Économie, industrie et emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 1er septembre 2009, page 8343

**Réponse publiée le :** 17 novembre 2009, page 10912